

## L'étrange légion étrangère de Bachar al Assad

Le régime syrien est soutenu par une coalition d'acteurs issus du monde arabe et d'Occident, souvent oubliée par les médias, mais qu'il ne faut pas sous-estimer.

Nicolas Mayer

**P**lus de trois ans après le début du conflit, le régime de Bachar al Assad se maintient grâce au soutien de certains secteurs à l'intérieur du pays, mais aussi avec l'aide militaire non négligeable de milices chiites et de petits groupes issus de pays voisins, motivés par une idéologie allant du nationalisme au panarabisme. En Europe, une coalition de militants d'extrême-droite et d'extrême-gauche réunis sous la bannière de l'anti-impérialisme a aussi activé ses réseaux de propagande pour appuyer le régime. L'article essaie de discuter les convergences d'intérêts et prise de contacts au sein de cette nébuleuse peu connue, mais prête à défendre le rais bec et ongles.

L'Occident s'inquiète à juste titre des milliers d'Européens allés combattre en Syrie contre le régime d'Al Assad, au nom du jihad. Bien que leur nombre soit incertain – un rapport du Sofan Group l'estimait, en juin 2014, à environ 12 000 dont plus de 2 000 Européens – leur visibilité médiatique n'a cessé d'accroître. Les gouvernements européens, comme celui de David Cameron au Royaume-Uni, ont annoncé de nouvelles dispositions pour lutter contre ce phénomène qui représente pour l'Europe un véritable risque sécuritaire.

Le soutien au régime par des forces étrangères est un autre phénomène, moins étudié cependant. Des réseaux de solidarité divers existent pourtant, dont les capacités de mobilisation atteignent le monde musulman, mais aussi l'Occident. Ces réseaux se construisent sur des bases confessionnelles (chiites) mais aussi idéologiques et politiques. Tous partagent une admiration pour la « résistance » dont fait preuve le régime alaouite face à ce qu'ils qualifient volontiers de complot international.

Tout d'abord, les motivations confessionnelles animent plusieurs milliers de chiites à s'engager aux côtés d'Al Assad. Cette « légion étrangère » se compose essentiellement de militants du Hezbollah libanais, déterminants dans la bataille de Qousseir au printemps 2013, mais aussi de membres de la force iranienne Al Qods, élite de la Garde révolutionnaire. Hassan Nasrallah, leader du mouvement chiite libanais, a recon-

nu en avril 2013 la participation de ses militants, estimant qu'il fallait « offrir toute l'aide possible et nécessaire pour épauler l'armée syrienne » faisant aussi allusion aux « experts iraniens » dans le pays en guerre. Par ailleurs, plusieurs centaines de combattants issus de brigades chiites irakiennes, telles que Asa'ib Ahl Al-Haq (« la ligue des justes »), l'organisation Badr et les Kitab Hizbollah (« les brigades du Hezbollah »), sont venus épauler le régime.

La dépendance de l'ensemble de ces groupes au régime iranien, en termes d'armement et de financement, serait totale. Les réseaux de recrutement sont assurés par le Hezbollah libanais. Saud al Sarhan a ainsi reporté dans *Al Monitor* l'existence de filiales d'embrigadement au-delà du monde arabe, dans des communautés chiites afghanes et africaines notamment. Ces contingents étrangers sont devenus un appui substantiel au régime, alors que les effectifs de l'armée syrienne auraient été réduits à à peine 100 000 soldats, à la fin de l'année 2013, selon l'International Institute for Strategic Studies. Aussi, ces flux de combattants sont accompagnés de transferts d'armes de fabrication iranienne ou russe. Cette coalition chiite informelle aurait compté près de 10 000 hommes, soit un effectif proche de celui des combattants jihadistes étrangers. Si elle bénéficie d'une visibilité moindre, c'est d'abord parce que les médias occidentaux n'y accordent aucun intérêt. Ensuite, elle ne se distingue pas par des actions militaires spectaculaires car ses missions sont consacrées à la protection de lieux stratégiques (sécurisation des aéroports et des lignes de communication), sans volonté d'occupation de territoire. Sa marge de manœuvre est limitée, directement guidée par les émissaires iraniens, qui s'emploient, quant à eux, à la formation et à l'encadrement.

Au-delà des chiffres, par ailleurs difficilement vérifiables, l'ensemble de ces volontaires se sont engagés dans la perspective d'une guerre sainte et sectaire. Les chiites, ismaéliens ou duodécimains, ne représentent pas plus de 2 % de la population syrienne. Mais, le Hezbollah a invoqué la défense des lieux saints du chiisme, dont le tombeau de Sayeda Zainab près de Damas, com-



**Funérailles d'un milicien chiite irakien mort en Syrie début 2014.**/AP PHOTO/JABER AL-HELO

me raison de sa lutte contre les rebelles. Dans un communiqué datant du printemps 2013, le mouvement a appelé « les *moujahidines* honnêtes à se soulever pour empêcher la chute du village et du mausolée ». Cependant, l'offensive de l'État islamique en Irak marque aujourd'hui un tournant dans cet engagement. Dans le journal online *Sada* du Carnegie Endowment for International Peace, l'analyste Alexander Corbeil est récemment revenu sur le repli des miliciens chiites irakiens en Irak et l'accroissement de l'implication du Hezbollah libanais en Syrie, comme réponse mécanique à cette situation. Depuis janvier 2014, plus d'un millier de miliciens irakiens auraient quitté le territoire syrien, faisant de la défense de Nadjaf et Kerbala leur priorité. D'après le chercheur Phillip Smyth, le groupe armé chiite Liwa Abou al Fadl al Abbas, dont l'objectif premier était de défendre les lieux saints du chiisme en Syrie, aurait par exemple été relocalisé en Irak en juin 2014 sous les ordres de la force iranienne Al Quds. Face au risque d'une exposition excessive du Hezbollah libanais en Syrie, le régime d'Al Assad peut cependant compter sur d'autres groupes armés.

Indépendamment de la solidarité proprement confessionnelle, d'autres collectifs du monde arabe et d'idéologies diverses appuient militairement le régime. On distingue la Garde nationaliste arabe, laïque et nassériste, le Front populaire de Libération de la Palestine commandement général (FPLP-CG), révolutionnaire et pro-

baasiste, ou encore la milice du Parti social-nationaliste syrien (PSNS), implantée au Liban, d'inspiration fasciste et dont le dessein est de recréer la Grande Syrie, projet expansionniste visant à restituer de Chypre au Golfe Persique un État fort, au cœur du Moyen-Orient. L'activité militaire de ces derniers groupes sur le terrain est circonscrite à quelques zones et documentée essentiellement par des médias de propagande du régime. La Garde nationaliste arabe concentrerait ses centaines de volontaires, pour la plupart issus du Liban, d'Irak et d'Égypte, dans la région de Damas. Le FPLP a échoué à imposer son autorité dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, qui a basculé dans le camp rebelle à la fin 2012. Jusqu'à présent peu significatives d'un point de vue militaire, ces différentes factions revêtent une importance majeure dans la stratégie de communication et de propagande du régime. Elles sont pour le clan Al Assad des cautions idéologiques destinées à prouver au reste du monde arabe son prétendu engagement nationaliste, anti-impérialiste et antisioniste.

### Des émules pro-Assad en Europe

**C**e sont des atours idéologiques semblables qui mobilisent aussi en Occident, des réseaux de militants pro-Assad, constitués autour d'alliances « rouge-brunes » hétérogènes, se réclamant à la fois de la gauche radicale anticapitaliste et anti-im-

périaliste et du nationalisme xénophobe. Ils partagent en commun l'iconographie de la guérilla romantique, dont l'incontournable Che Guevara, et une adoration pour les dirigeants contemporains, tels qu'Hugo Chavez et Vladimir Poutine, qu'ils érigent en héros du souverainisme. Peu nombreux, ces militants œuvrent cependant avec succès à relayer le message de propagande du régime, via des publications et sites internet. Certains intellectuels, dont l'accès aux médias traditionnels est restreint, suscitent un engouement important sur le web dans leur prise de position radicale contre la « dictature de la pensée », maniant habilement les théories du « complot américano-sioniste » et érigeant le régime d'Al Assad en martyr de la cause anti-impérialiste. Alain Soral et Thierry Meyssan en France, Bahar Kimyongür et Michel Collon en Belgique ou Claudio Mutti en Italie sont des personnalités représentatives de cette tendance : souvent proches des idées de la gauche radicale, ils épousent finalement les thèses d'une extrême droite révolutionnaire et consacrent leur énergie à déconstruire ce qu'ils nomment les « médiament-songes ».

De ce courant de pensée a émergé début 2013 la plateforme associative du Front européen de solidarité pour la Syrie (EFSS), dont le but est de coordonner des actions de mobilisation en soutien à la souveraineté du régime syrien, mais qui assume plus clairement ses positions à l'extrême-droite. L'Italie est en Europe le pivot de cette association, de par l'engagement du groupe Casa Pound, centre social basé à Rome et structuré récemment en parti politique « national-révolutionnaire », dont les militants se définissent ouvertement comme les « fascistes du III<sup>ème</sup> millénaire ». Le « lion de Syrie » est une véritable icône pour les militants de l'EFSS, dont l'idéal et l'esthétique révolutionnaires fédèrent les esprits. Des représentants de l'association se sont rendus en mission en Syrie à plusieurs reprises, reçus par des délégations ministérielles syriennes.

L'admiration de ces Européens pour le régime autoritaire syrien est bien antérieure au début des hostilités armées. En 2006, Thierry Meyssan et Alain Soral se rendaient au Liban suite à l'incursion israélienne dans le sud du pays et relayaient aux côtés du Hezbollah les messages anti-israéliens, louant la « résistance » des pouvoirs syrien et iranien. En réalité, le conflit syrien a permis de renforcer les liens de solidarité entre des activistes européens issus d'une extrême-gauche dogmatique, des militants d'une extrême-droite non-institutionnelle, des mouvements politico-religieux chiites et des partisans du nationalisme et souverainisme arabes. Alors qu'ils ne partageaient bien souvent que la haine d'Israël et des Etats-Unis, dans un discours aujourd'hui largement disputé par les groupes salafistes et *ihadistes*, ils rappellent leur lutte prétendue pour le souverainisme, versant volontiers dans les



**Manifestant pro-Assad, rally organisé en juin 2013 à Rome par l'EFSS.** / FACEBOOK DE L'EFSS

théories du complot sur la déstabilisation du Moyen-Orient. Au mois d'août, les rumeurs selon lesquelles le chef de l'État islamique, Abou Bakr al Baghdadi, serait en réalité un espion israélien entraîné par le Mossad et qu'Hillary Clinton aurait reconnu le rôle des USA dans la création du groupe terroriste n'ont cessé de prendre de l'ampleur, diffusées d'abord par des agences de presse iraniennes ou libanaises proches du Hezbollah, puis aveuglement reprises par des sites d'extrême-droite, mais aussi d'extrême-gauche en Occident, comme le dénonce Rudy Reichstadt de l'organisation Conspiracy Watch.

Parmi certains groupuscules de l'extrême-droite radicale européenne, le soutien au régime ne se limite pas seulement à des actions de propagande. Plusieurs membres de la Garde Hongroise, groupe paramilitaire du Jobbik, combattaient en Syrie. Les services de renseignement hongrois n'ont ni confirmé ni infirmé ce qui reste pour beaucoup une rumeur. Le chef du collectif grec Mavros Krinos (« Lilas noir ») revendique par ailleurs la présence de plusieurs de ses mi-

litants sur le théâtre des opérations, aux côtés des Forces nationales de défense syriennes. Des membres du groupe radical de la Falanga polonaise se sont aussi rendus en Syrie, « en mission d'observation » selon ses représentants. Ce phénomène semble extrêmement minoritaire, et fait l'objet de débats dans les forums de la droite radicale. Il peut aussi être sujet à des canulars, comme ce fut le cas au printemps 2013 quand l'annonce de la formation d'un « corps des volontaires russo-ukrainiens » composé de plusieurs dizaines de milliers de soldats prêts à lutter aux côtés d'Al Assad, a été abondamment diffusée sur les réseaux sociaux. Cependant, il ne faut pas les sous-estimer. Ces combattants potentiels peuvent aussi s'engager dans certaines entreprises de sécurité privées qui officient actuellement en Syrie aux côtés du régime et recrutent largement au sein de cercles d'extrême-droite et de réseaux d'anciens légionnaires, en Europe ou en Russie.

### Contradictions internes

**S**imples pamphlétaires ou militants radicaux prêts à prendre les armes dans les cas les plus extrêmes, ces soutiens propagandistes européens parviennent difficilement à dépasser les paradoxes de leur lutte : défense de la souveraineté mais appui à l'ingérence iranienne en Syrie, critiques de l'islam politique sunnite, mais bienveillance vis-à-vis du radicalisme chiite, défense des minorités confessionnelles et ethniques, mais soutien à un régime qui instrumentalise la question. Cependant, ces contradictions favorisent bel et bien Bachar al Assad dans la guerre médiatique qu'il livre à l'opposition. La diversité des horizons desquels accourent ses défenseurs lui permet d'alterner les différents registres de son discours, invoquant tour à tour l'unité nationale, la protection des minorités, la lutte contre le sionisme ou contre l'atlantisme et l'éradication du terrorisme. Dès lors, il n'est plus étonnant d'assister en Europe à une manifestation pro-régime organisée par l'extrême-droite, où cohabitent drapeaux du Hezbollah et drapeaux iraniens et où prévaut une lecture sectaire du conflit syrien.

La diversité discursive qui anime les réseaux de soutien à Al Assad trahit cependant les différentes lectures internes de la crise syrienne et les intérêts propres à chaque groupe. Les soutiens chiites libanais mettent en valeur la dimension mystique de leur lutte, caractérisée par le sacrifice et la martyrologie, mais le facteur confessionnel n'est en réalité qu'une composante de leur engagement. Celui-ci est aussi stratégique et répond à un instinct de survie : si le régime tombe, le Hezbollah affaibli sera directement menacé par les factions sunnites au nord du Liban (Tripoli), leurs rivaux directs. Hassan Nasrallah reconnaissait, au printemps 2013, que « la résistance ne pouvait rester les

bras croisés quand sa protection arrière était exposée ». Pour l'Iran, il en va de son influence dans tout le Moyen-Orient, après des décennies de diplomatie active pour consolider l'axe Téhéran-Damas-Beyrouth. En août 2013, en pleine crise diplomatique au lendemain de l'affaire de l'attaque chimique de la Ghouta, l'un des conseillers du guide suprême, Ali Akbar Velayati, affirmait sans surprise que « Bachar al Assad est notre ligne rouge et que nous le supporterons jusqu'à la fin ». Pour revenir sur l'extrême-droite européenne qui recycle un récit contre l'ordre mondial à renverser, il est intéressant de constater qu'elle connaît en son sein des processus de recomposition significatifs. Par exemple, l'EFSS est foncièrement anti-israélien et antisémite, comme en témoignent les profils de ses partisans sur les réseaux sociaux, et continue de voir en Bachar al Assad le héros de la résistance contre Israël. Face à cette mouvance révolutionnaire et « anti-impérialiste », extrêmement minoritaire, une autre extrême-droite plus institutionnelle, représentée par le FPÖ en Autriche ou le Front national en France, déclare aussi appuyer le régime syrien, mais en maniant plus volontiers les arguments de la souveraineté nationale et de la défense des minorités chrétiennes contre la menace jihadiste. En effet, ces partis se sont considérablement rapprochés d'Israël ces dernières années, promouvant implicitement l'idée d'un choc de civilisations dans lequel l'État hébreu ferait office de rempart occidental contre l'islam. Dans ce cas, leur position est donc plutôt guidée par l'islamophobie et se démarque des collectifs qui composent l'EFSS. Mais une fois de plus, ces différences de registre servent le régime d'Al Assad, qui revêt un masque antisioniste, un jour, et conforte un peu plus la vision sectaire et confessionnelle du conflit, un autre.

Désormais dans sa quatrième année, le conflit syrien se caractérise toujours par une intense bataille de propagande et Bachar al Assad dispose d'un dense réseau de soutien à travers le monde. L'appui militaire des milices chiites, quoique mineur, est aujourd'hui remis en question par le délitement de l'État voisin irakien, mais la propagande pro-régime est parvenue à semer la confusion au sein de l'opinion publique internationale. Ce discours relayé en Occident par des acteurs politiquement minoritaires articule une narrative initialement hétérogène et empreinte de contradictions, mais dont les défaillances dogmatiques sont largement comblées par le recours aux théories du complot, et dont la capacité de pénétration a visiblement été sous-estimée. ■